cogeco COMMUNICATIONS

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Trimestre clos le 30 novembre 2020

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les **30 novembre 2020** **$**	 30 novembre 2019 $	 Variation %	 Variation selon un taux de change constant[1][2] %	 Incidence du taux de change[1] $
Opérations					
Produits	**618 913**	586 827	5,5	5,7	(1 171)
BAIIA ajusté[2]	**311 093**	282 105	10,3	10,5	(510)
Marge du BAIIA ajusté[2]	**50,3 %**	48,1 %			
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[3]	**1 215**	61	—		
Bénéfice de la période	**114 896**	89 708	28,1		
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**106 679**	84 178	26,7		
Flux de trésorerie					
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**241 725**	149 192	62,0		
Acquisitions d'immobilisations corporelles[4]	**116 222**	121 302	(4,2)	(3,9)	(391)
Flux de trésorerie disponibles[2]	**140 616**	102 844	36,7	36,9	(151)
Intensité du capital[2]	**18,8 %**	20,7 %			
Situation financière[5]					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**428 982**	366 497	17,0		
Total de l'actif	**6 853 579**	6 804 197	0,7		
Endettement[6]	**3 148 868**	3 179 926	(1,0)		
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	**2 341 846**	2 268 246	3,2		
Données par action[7]					
Bénéfice par action					
De base	**2,24**	1,71	31,0		
Dilué	**2,22**	1,70	30,6		
Dividendes	**0,64**	0,58	10,3		

(1) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers de la période considérée libellés en dollars américains au taux de change de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3223 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, y compris un rapprochement avec les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

(3) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2020, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition étaient surtout attribuables aux frais de vérification diligente et aux frais juridiques liés à l'acquisition de DERYtelecom, conclue le 14 décembre 2020.

(4) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 116,6 millions $, selon un taux de change constant.

(5) Au 30 novembre 2020 et au 31 août 2020.

(6) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme.

(7) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

cogeco COMMUNICATIONS

RAPPORT DE GESTION

Trimestre clos le 30 novembre 2020

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2021 » du rapport de gestion annuel 2020 de la Société et « Projections financières révisées pour l'exercice 2021 » du présent rapport de gestion pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce (y compris les perturbations potentielles dans notre chaîne d'approvisionnement), à la réglementation, aux crises et aux urgences en matière de santé publique, comme l'actuelle pandémie de COVID-19, à la technologie (y compris le risque lié à la cybersécurité), aux finances (y compris les variations des taux de change et des taux d'intérêt), à la conjoncture économique, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, à l'acceptation sociale, au comportement éthique, à la propriété et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2020 de la Société et du présent rapport de gestion. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour le trimestre clos le 30 novembre 2020, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et avec le rapport annuel de 2020 de la Société.

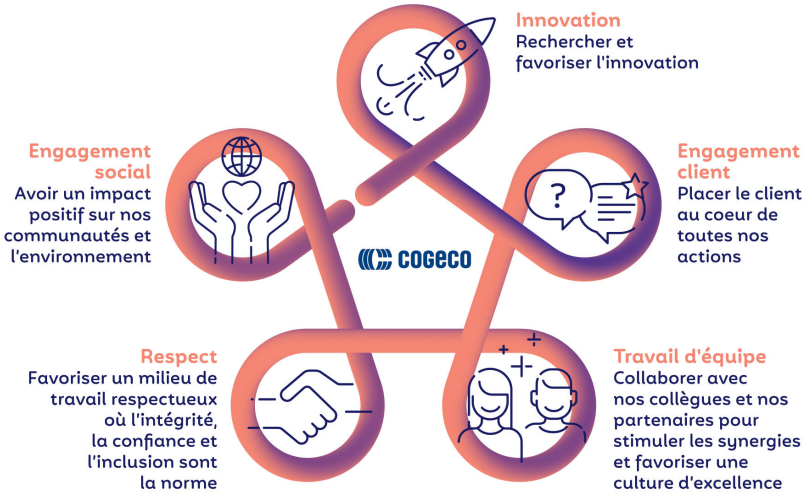
Dans le cadre de la préparation de ce rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 14 janvier 2021, soit la date du présent rapport de gestion, à moins d'indication contraire. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à corpo.cogeco.com.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Notre Mission

Rassembler les gens grâce à des expériences de communication et de divertissement remarquables

Nos valeurs communes



Notre Vision

Être l'organisation qui procure la meilleure valeur durable à ses parties prenantes

Cogeco réalisera cette vision en se concentrant sur les piliers de croissance suivants



Expérience client

Offrir une expérience client distinctive en mettant l'accent sur les besoins de nos clients

Expérience employé

Favoriser un milieu de travail hautement collaboratif et mobilisant

Expansion du marché

Accroître notre portée géographique et développer de nouveaux segments de marché

Rapport coût-efficacité

Optimiser l'efficacité opérationnelle et accroître les synergies

Valeur de la marque

Bâtir une marque forte et socialement responsable

Chaque unité d'affaires au sein de la Société a donc conçu un plan stratégique qui concorde avec les piliers de croissance définis ci-dessus. Pour plus de détails au sujet des grands points de ces plans stratégiques, se reporter au rapport annuel de 2020 de la Société, disponible à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Web de la Société, à corpo.cogeco.com.

La Société mesure son rendement à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté[(1)], ses flux de trésorerie disponibles[(1)] et l'intensité du capital[(1)], sur la base d'un taux de change constant[(1)].

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 5,5 % (5,7 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance de 9,4 % (9,8 % selon un taux de change constant) du secteur des Services à large bande américains; et
- une augmentation de 2,2 % (2,2 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande canadiens.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

BAIIA AJUSTÉ[(1)]

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 10,3 % (10,5 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une hausse de 13,9 % (14,3 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande américains, essentiellement en raison de l'augmentation des produits, de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications et du calendrier de certaines initiatives reportées au second semestre de l'exercice; et
- une augmentation de 8,9 % (8,8 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande canadiens qui découle principalement d'une hausse des produits et d'une baisse des charges d'exploitation, attribuable au calendrier de certaines initiatives reportées au second semestre de l'exercice; facteurs contrebalancés en partie par
- une hausse des charges corporatives.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES[(1)]

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 36,7 % (36,9 % selon un taux de change constant) en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles dans le secteur des Services à large bande canadiens en raison principalement du calendrier de certaines initiatives, facteur contrebalancé en partie par l'augmentation dans le secteur des Services à large bande américains; et
- la diminution des charges financières et des impôts exigibles.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL[(1)]

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 4,2 % (3,9 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- la baisse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens, principalement en raison du calendrier de certaines initiatives; facteur contrebalancé en partie par
- l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains afin de soutenir la croissance des produits du secteur découlant de la demande accrue pour le service Internet à haute vitesse et des investissements additionnels en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau en Floride.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 18,8 %, contre 20,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution globale des dépenses d'investissement.

Pour plus de détails sur les dépenses d'investissement de la Société, se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».

À la lumière des résultats financiers du premier trimestre de l'exercice 2021 et compte tenu de l'acquisition de DERYtelecom, la Société révise ses projections financières pour l'exercice 2021.

---

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

2.2 PROJECTIONS FINANCIÈRES RÉVISÉES POUR L'EXERCICE 2021

Cogeco Communications a révisé ses projections financières pour l'exercice 2021, publiées le 27 octobre 2020, pour tenir compte de l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom, conclue le 14 décembre 2020, et des solides résultats financiers du premier trimestre de l'exercice 2021. Les projections financières excluent les acquisitions possibles et ne tiennent pas compte de l'incidence possible du processus de révision et de modification en cours devant le CRTC dans le cadre de l'établissement des tarifs définitifs des services Internet de gros groupés pour les revendeurs Internet. Les projections tiennent compte de l'expérience opérationnelle acquise durant la pandémie de COVID-19 jusqu'à aujourd'hui, mais excluent les possibles répercussions significatives inattendues de celle-ci.

Le tableau suivant compare les projections financières révisées sur une base consolidée pour l'exercice 2021 et les projections financières pour l'exercice 2021 publiées le 27 octobre 2020.

	Projections révisées	Projections initiales
	Exercice 2021 (selon un taux de change constant)[1]	Exercice 2021 (selon un taux de change constant)
	$	$
Projections financières		
Produits	**Entre le milieu et le haut d'une fourchette de croissance à un chiffre[2]**	Au bas d'une fourchette de croissance à un chiffre
BAIIA ajusté	**Entre le milieu et le haut d'une fourchette de croissance à un chiffre[2]**	Au bas d'une fourchette de croissance à un chiffre
Intensité du capital	**Environ 20 %**	Environ 20 %
Flux de trésorerie disponibles	**Au bas d'une fourchette de croissance à deux chiffres[3]**	Au bas d'une fourchette de croissance à un chiffre

(1) Les projections financières pour l'exercice 2021 sont fondées sur un taux de change de 1,3456 $ CA pour 1 $ US.

(2) L'acquisition de DERYtelecom devrait avoir une incidence positive d'environ 3 % sur les produits et le BAIIA ajusté de l'exercice 2021.

(3) Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 11 %.

2.3 MISE À JOUR RELATIVE AUX RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES ACTIVITÉS ET LES RÉSULTATS

La pandémie de COVID-19 a continué à avoir une incidence sur nos activités quotidiennes. Notre priorité demeure d'assurer le bien-être de nos employés, de nos clients et de nos partenaires d'affaires. Au cours du trimestre, les tendances observées au cours des derniers trimestres se sont maintenues. Elles ont principalement trait à la demande soutenue à l'égard de notre service Internet à haute vitesse résidentiel et à la réduction de certaines charges en raison d'une clientèle plus stable (moins de connexions et de déconnexions). En ces circonstances inhabituelles, nous avons également décidé de reporter certaines charges de vente et certains coûts de marketing au second semestre de l'exercice dans les deux pays.

Bien que nous sommes satisfaits des résultats financiers à ce jour compte tenu des circonstances, nous continuons de gérer la situation avec prudence, puisque des incertitudes subsistent quant aux éventuelles répercussions de la pandémie sur les aspects humain, opérationnel et financier. Les résultats de la Société annoncés dans les présentes pourraient ne pas être représentatifs des tendances opérationnelles et de la performance financière futures. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique « Projections financières révisées pour l'exercice 2021 ».

3. DÉVELOPPEMENTS DE L'ENTREPRISE

Acquisition de DERYtelecom

Le 14 décembre 2020, Cogeco Connexion a conclu l'acquisition de DERYtelecom, le troisième câblodistributeur en importance au Québec, pour un prix d'achat de 403 millions $, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. La transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs. Cette acquisition permet à Cogeco Connexion d'étendre ses activités dans plus de 200 municipalités du Québec, y compris dans les régions de l'Estrie, de Lanaudière, de la Montérégie et des Laurentides, et d'ajouter environ 100 000 clients. Le prix d'achat a été financé au moyen d'une combinaison de fonds en caisse et d'emprunts en vertu de la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications.

Décision sur l'établissement des tarifs des services Internet de gros rendue par le CRTC en 2019

Le 15 août 2019, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a rendu une décision et a établi les nouveaux tarifs des services de gros groupés pour les revendeurs Internet, réduisant ainsi de façon significative les tarifs provisoires fixés précédemment en 2016, tout en autorisant l'application rétroactive des nouveaux tarifs. Le 13 septembre 2019, la Société a déposé, conjointement avec d'autres fournisseurs de services de télécommunications (les « fournisseurs de services de télécommunications »), une demande d'autorisation d'appel de la décision du CRTC auprès de la Cour d'appel fédérale (la « CAF ») et de suspendre ses effets dans l'attente d'une décision de la Cour au sujet de la demande d'appel. L'autorisation d'appel et la suspension interlocutoire de l'ordonnance du CRTC ont d'abord été accordées, mais la CAF a finalement rejeté l'appel et levé la suspension le 10 septembre 2020. Le 12 novembre 2020, les fournisseurs de services de télécommunications ont demandé l'autorisation d'interjeter appel de la décision de la CAF auprès de la Cour suprême du Canada.

Parallèlement, le 13 décembre 2019, les fournisseurs de services de télécommunications ont soumis au CRTC une demande de révision et de modification de la décision du CRTC s'appuyant sur des doutes sérieux quant à la justesse de la méthode d'établissement des tarifs appliquée par le CRTC dans le cadre de sa décision. La demande visait également une suspension de l'ordonnance dans l'attente d'une décision du CRTC. Le 28 septembre 2020, le CRTC a approuvé la demande visant à faire suspendre l'application de l'Ordonnance de télécom 2019-288 sur les tarifs définitifs des services Internet à haute vitesse de gros groupés jusqu`à ce que le CRTC termine son examen de l'ordonnance.

De plus, les fournisseurs de services de télécommunications ont déposé le 13 novembre 2019 une requête auprès du gouverneur en conseil, intimant le Conseil des ministres d'ordonner au CRTC de réexaminer la décision parallèlement à l'examen prévu par le CRTC de son cadre réglementaire en matière de services filaires de gros et conformément à des considérations politiques spécifiques. Le gouverneur en conseil a rendu une ordonnance le 15 août 2020 confirmant que les tarifs établis dans le cadre de la décision du CRTC ne reflètent pas adéquatement dans tous les cas les objectifs de la politique. Cependant, comme un processus de révision et de modification est en cours devant le CRTC, le gouverneur en conseil a confirmé qu'il serait prématuré que le Conseil des ministres émette de nouvelles directives à l'intention du CRTC.

En raison de la suspension accordée par le CRTC et de la grande incertitude entourant l'issue de cette décision et ses répercussions financières, la Société n'a pas comptabilisé l'incidence des tarifs réduits au 30 novembre 2020. Pour plus de détails, se reporter au rapport annuel de 2020.

Proposition d'Altice USA, Inc. et de Rogers Communications Inc.

Le 1er septembre 2020, Cogeco et Cogeco Communications ont reçu une proposition non sollicitée et non contraignante de la part d'Altice USA, Inc. et de Rogers Communications Inc. visant l'acquisition de la totalité des actions à droits de vote multiples et des actions subalternes à droit de vote émises et en circulation des deux sociétés. Le 2 septembre 2020, à la suite des discussions séparées des membres indépendants des conseils d'administration, les conseils d'administration de Cogeco et de Cogeco Communications ont rejeté la proposition après que Gestion Audem, la société de portefeuille de la famille Audet, a déclaré que ses actions n'étaient pas à vendre. Le 18 octobre 2020, Cogeco et Cogeco Communications ont reçu une proposition révisée non sollicitée et non contraignante d'Altice USA, Inc. et de Rogers Communications Inc. Le même jour, Gestion Audem a rejeté publiquement cette proposition révisée par voie de communiqué de presse en déclarant une fois de plus qu'elle n'était pas intéressée à vendre ses actions. La proposition révisée a été soumise pour examen aux conseils d'administration des deux sociétés. Le 20 octobre 2020, à la suite des discussions séparées des membres indépendants des conseils d'administration, les conseils d'administration de Cogeco et de Cogeco Communications ont annoncé qu'ils rejetaient unanimement la proposition révisée. La proposition révisée a expiré le 18 novembre 2020.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

		Trimestres clos les			
	30 novembre 2020[1]	30 novembre 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Produits	**618 913**	586 827	5,5	5,7	(1 171)
Charges d'exploitation	**301 968**	299 332	0,9	1,1	(661)
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**5 852**	5 390	8,6	8,6	—
BAIIA ajusté	**311 093**	282 105	10,3	10,5	(510)
Marge du BAIIA ajusté	**50,3 %**	48,1 %			

(1) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3170 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3223 $ CA pour 1 $ US.

PRODUITS

		Trimestres clos les			
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**328 009**	320 807	2,2	2,2	—
Services à large bande américains	**290 904**	266 020	9,4	9,8	(1 171)
	618 913	586 827	5,5	5,7	(1 171)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 5,5 % (5,7 % selon un taux de change constant), en raison de la croissance interne au sein des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, qui découle principalement de la croissance du nombre de clients du service Internet, compte tenu de la demande accrue pour les offres de services à haute vitesse dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et des hausses tarifaires entrées en vigueur à l'égard de certains services, facteurs combinés à l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications conclue le 10 mars 2020 et à la hausse des produits tirés de la publicité politique relative à l'élection présidentielle aux États-Unis, ce qui a contribué à la croissance des produits du secteur des Services à large bande américains.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**141 895**	149 845	(5,3)	(5,3)	(28)
Services à large bande américains	**152 378**	144 370	5,5	6,0	(633)
Activités du siège social et éliminations	**7 695**	5 117	50,4	50,4	—
	301 968	299 332	0,9	1,1	(661)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont augmenté de 0,9 % (1,1 % selon un taux de change constant), en raison de la hausse des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande américains découlant de la croissance des produits, y compris la hausse des charges d'exploitation découlant de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications, conjuguée à la hausse des charges corporatives, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des charges de vente et des coûts de marketing dans le secteur des Services à large bande canadiens, certaines activités d'exploitation ayant été reportées au second semestre de l'exercice 2021 dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Pour plus de détails sur les charges d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

HONORAIRES DE GESTION

Les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. (« Cogeco ») pour le premier trimestre de l'exercice 2021 se sont chiffrés à 5,9 millions $, comparativement à 5,4 millions $ pour la période correspondante de l'exercice 2020. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**186 114**	170 962	8,9	8,8	28
Services à large bande américains	**138 526**	121 650	13,9	14,3	(538)
Activités du siège social et éliminations	**(13 547)**	(10 507)	28,9	28,9	—
	311 093	282 105	10,3	10,5	(510)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 10,3 % (10,5 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation au sein du secteur des Services à large bande canadiens qui découle principalement d'une hausse des produits et d'une baisse des charges d'exploitation; et
- une hausse dans le secteur des Services à large bande américains, essentiellement en raison d'une augmentation des produits, contrebalancée en partie par une augmentation moindre des charges d'exploitation attribuable au calendrier de certaines initiatives reportées au second semestre de l'exercice; partiellement contrebalancées par
- une hausse des charges corporatives.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

4.2 FRAIS D'INTÉGRATION, DE RESTRUCTURATION ET D'ACQUISITION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 1,2 million $ et étaient surtout attribuables aux frais de vérification diligente et aux frais juridiques liés à l'acquisition de DERYtelecom, conclue le 14 décembre 2020. Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 0,1 million $.

4.3 AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Amortissement des immobilisations corporelles[1]	**109 415**	108 827	0,5
Amortissement des immobilisations incorporelles	**14 835**	14 308	3,7
	124 250	123 135	0,9

(1) Comprend l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 1,5 million $ pour le premier trimestre de l'exercice 2021 (1,6 million $ pour l'exercice 2020).

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, la dotation aux amortissements est demeurée comparable à celle enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.4 CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**33 325**	40 079	(16,9)
Intérêts sur les obligations locatives	**338**	381	(11,3)
Perte nette de change	**806**	20	—
Amortissement des coûts de transaction différés	**211**	464	(54,5)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	**(50)**	(151)	(66,9)
Autres	**580**	(1 523)	—
	35 210	39 270	(10,3)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les charges financières ont diminué de 10,3 %, en raison principalement des facteurs suivants :

- la baisse des taux d'intérêt et de la dette existante sur les facilités de crédit de premier rang;
- le remboursement anticipé des débentures garanties de premier rang, série 2 en juillet 2020; et
- la dépréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution des produits d'intérêts découlant des investissements en raison de la baisse de la trésorerie excédentaire.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Exigibles	**19 862**	23 597	(15,8)
Différés	**15 660**	6 334	—
	35 522	29 931	18,7

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**150 418**	119 639	25,7
Taux d'imposition combiné canadien	**26,5 %**	26,5 %	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	**39 861**	31 704	25,7
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	**631**	707	(10,7)
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	**114**	(229)	—
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	**(5 143)**	(6 510)	(21,0)
Autres	**59**	4 259	(98,6)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	**35 522**	29 931	18,7
Taux d'impôt effectif	**23,6 %**	25,0 %	(5,6)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, la charge d'impôts a augmenté de 18,7 % en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôts sur le résultat.

4.6 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)	**$**	$	%
Bénéfice de la période	**114 896**	89 708	28,1
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**106 679**	84 178	26,7
Bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle[(1)]	**8 217**	5 530	48,6
Bénéfice par action de base	**2,24**	1,71	31,0

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans Atlantic Broadband.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 28,1 % et de 26,7 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des impôts sur le résultat.

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est une filiale de Cogeco, qui détenait 32,8 % des actions de participation de la Société au 30 novembre 2020, représentant 83 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique, des services financiers et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour le trimestre clos le 30 novembre 2020 se sont chiffrés à 5,9 millions $, comparativement à 5,4 millions $ pour la période correspondante de l'exercice 2020.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des premiers trimestres des exercices 2021 et 2020, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, comme l'illustre le tableau suivant :

	Trimestres clos les	
	30 novembre 2020	30 novembre 2019
(en nombre d'unités)		
Options sur actions	**69 200**	110 875
Unités d'actions liées au rendement	**10 375**	14 375

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises en faveur des administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les	
	30 novembre 2020	30 novembre 2019
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Options sur actions	**345**	309
Unités d'actions incitatives	**6**	13
Unités d'actions liées au rendement	**(150)**	312
Unités d'actions différées	**(25)**	132
	176	766

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	**241 725**	149 192	62,0
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	**(125 234)**	(121 117)	3,4
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	**(51 700)**	(44 259)	16,8
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	**(2 306)**	99	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**62 485**	(16 085)	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**366 497**	556 504	(34,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	**428 982**	540 419	(20,6)

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 62,0 % en raison essentiellement des facteurs suivants :

- les variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement de la hausse des flux de trésorerie attribuable aux variations du fonds de roulement;
- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières payées; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des impôts sur le résultat payés, principalement en raison du calendrier des acomptes provisionnels à la fin de l'exercice.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement sont demeurés comparables à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Les acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi que l'intensité du capital par secteur opérationnel sont les suivantes :

	Trimestres clos les			
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant[1]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%
Services à large bande canadiens	**65 610**	75 130	(12,7)	(12,5)
Intensité du capital	**20,0 %**	23,4 %		
Services à large bande américains	**49 347**	45 833	7,7	8,2
Intensité du capital	**17,0 %**	17,2 %		
Activités du siège social et éliminations	**1 265**	339	—	—
Données consolidées	**116 222**	121 302	(4,2)	(3,9)
Intensité du capital	**18,8 %**	20,7 %		

(1) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3223 $ CA pour 1 $ US.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 4,2 % (3,9 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- la baisse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens, découlant du calendrier de certaines initiatives; facteur contrebalancé en partie par
- l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains afin de soutenir la croissance des produits du secteur découlant de la demande accrue pour le service Internet à haute vitesse et des investissements additionnels en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau en Floride.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 18,8 %, contre 20,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution globale des dépenses d'investissement.

Pour plus de détails au sujet des acquisitions d'immobilisations corporelles de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

6.3 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

ÉMISSION DE TITRES D'EMPRUNT ET REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les variations des flux de trésorerie liés à l'émission de titres d'emprunt et au remboursement de la dette s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les		
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Explications
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	
(Diminution) augmentation de l'endettement bancaire	**(7 610)**	11 172	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Remboursement de billets, de débentures et de facilités de crédit	**(5 554)**	(5 648)	Résultat comparable.
Remboursement des obligations locatives	**(1 088)**	(1 196)	Résultat comparable.
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**(1 258)**	(3 228)	Remboursement du solde lié à l'acquisition de FiberLight.
	(15 510)	1 100	

DIVIDENDES

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, un dividende déterminé trimestriel de 0,64 $ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 30,5 millions $, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,58 $ par action, ou 28,5 millions $, versé au premier trimestre de l'exercice 2020.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« OPRCNA »)

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, Cogeco Communications a racheté et annulé 14 900 actions subalternes à droit de vote d'un prix moyen pondéré par action rachetée de 99,24 $, pour une contrepartie totale de 1,5 million $. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, Cogeco Communications avait racheté et annulé 143 100 actions subalternes à droit de vote d'un prix moyen pondéré par action rachetée de 109,64 $, pour une contrepartie totale de 15,7 millions $.

La Société a aussi conclu un programme de rachat d'actions automatique (le « PRAA ») avec un courtier désigné pour permettre le rachat d'actions à droit de vote subalternes en vertu de l'OPRCNA à des moments où il ne serait normalement pas permis pour la Société de racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. Ces rachats sont effectués par le courtier en fonction des paramètres établis par la Société avant la période du PRAA préétablie.

Le 2 septembre 2020, Cogeco Communications a cessé de racheter des actions en vertu du PRAA à la suite de la proposition Altice-Rogers.

6.4 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2020[1]	30 novembre 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
BAIIA ajusté[3]	**311 093**	282 105	10,3	10,5	(510)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**2 278**	2 537	(10,2)	(10,5)	(8)
Paiement fondé sur des actions	**883**	2 142	(58,8)	(58,8)	—
(Profit) perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	**(481)**	994	—	—	—
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	**440**	492	(10,6)	(10,6)	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**(1 215)**	(61)	—	—	—
Charges financières	**(35 210)**	(39 270)	(10,3)	(10,6)	110
Impôts exigibles	**(19 862)**	(23 597)	(15,8)	(15,2)	(137)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**(116 222)**	(121 302)	(4,2)	(3,9)	391
Remboursement des obligations locatives	**(1 088)**	(1 196)	(9,0)	(9,3)	3
Flux de trésorerie disponibles[3]	**140 616**	102 844	36,7	36,9	(151)

(1) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3170 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3223 $ CA pour 1 $ US.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, y compris un rapprochement avec les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 36,7 % (36,9 % selon un taux de change constant) en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles dans le secteur des Services à large bande canadiens en raison principalement du calendrier de certaines initiatives, facteur contrebalancé en partie par l'augmentation dans le secteur des Services à large bande américains; et
- la diminution des charges financières et des impôts exigibles.

6.5 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 14 janvier 2021, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,64 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 11 février 2021 aux actionnaires inscrits en date du 28 janvier 2021. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS SECTORIELS

La Société présente ses résultats d'exploitation en deux secteurs opérationnels, soit les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise, prend des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et évalue leur performance.

7.1 SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2020[1]	30 novembre 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Produits	**328 009**	320 807	2,2	2,2	—
Charges d'exploitation	**141 895**	149 845	(5,3)	(5,3)	(28)
BAIIA ajusté	**186 114**	170 962	8,9	8,8	28
Marge du BAIIA ajusté	**56,7 %**	53,3 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**65 610**	75 130	(12,7)	(12,5)	(139)
Intensité du capital	**20,0 %**	23,4 %			

(1) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3170 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3223 $ CA pour 1 $ US.

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 2,2 % tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, en raison principalement des facteurs suivants :

- l'impact cumulatif de la demande soutenue pour les services Internet à haute vitesse résidentiels depuis le début de la pandémie, étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement, ce qui s'est traduit par des ajouts de clients et par une combinaison plus favorable de produits pour le bassin de clientèle dans son ensemble; et
- les hausses tarifaires entrées en vigueur relativement à certains services; facteurs contrebalancés en partie par
- une diminution du nombre de clients du service de vidéo.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont diminué de 5,3 % (5,3 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- le report des activités de vente et de marketing au second semestre de l'exercice en raison de la pandémie de COVID-19; et
- la baisse des charges de rémunération découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle mis en œuvre au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2020.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 8,9 % (8,8 % selon un taux de change constant), en raison d'une augmentation des produits, conjuguée à une baisse des charges d'exploitation, comme il est mentionné précédemment.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 12,7 % (12,5 % selon un taux de change constant), essentiellement en raison des facteurs suivants :

- la diminution des achats d'équipement chez l'abonné attribuable au calendrier de certaines initiatives; et
- la baisse des frais d'installation inscrits à l'actif attribuable à l'augmentation du recours à l'auto-installation en raison de la pandémie de COVID-19; facteurs contrebalancés par
- l'augmentation des coûts liés à l'entretien, à la croissance et à l'expansion des infrastructures de nos réseaux attribuable au calendrier de certaines initiatives.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 20,0 %, contre 23,4 % pour la période correspondante de l'exercice 2020, essentiellement en raison de la diminution des dépenses d'investissement et de la croissance des produits.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE ET LES CLIENTS

		Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les		% de pénétration[1]	
	30 novembre 2020	**30 novembre 2020**	30 novembre 2019	**30 novembre 2020**	30 novembre 2019
Unités de service primaire	**1 790 783**	**(8 923)**	8 366		
Clients du service Internet	**815 248**	**3 232**	6 652	**45,8**	45,0
Clients du service de vidéo	**612 297**	**(6 952)**	(3 257)	**34,4**	36,6
Clients du service de téléphonie	**363 238**	**(5 203)**	4 971	**20,4**	21,4

(1) En pourcentage des foyers câblés.

INTERNET

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 3 232, comparativement à 6 652 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les ajouts pour le premier trimestre de l'exercice 2021 tiennent aux facteurs suivants :

- l'intérêt soutenu à l'égard des offres de services à haute vitesse étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement dans le cadre de la pandémie de COVID-19; facteur contrebalancé en partie par
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

VIDÉO

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 6 952, comparativement à 3 257 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les pertes pour le premier trimestre de l'exercice 2021 tiennent aux facteurs suivants :

- les offres très concurrentielles au sein du secteur; et
- le changement continu des habitudes de consommation vidéo; facteurs en partie contrebalancés par
- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée.

TÉLÉPHONIE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 5 203, comparativement à des ajouts nets de 4 971 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les pertes pour le premier trimestre de l'exercice 2021 tiennent au facteur suivant :

- l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil mobile au Canada et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil mobile, lesquelles incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil mobile.

De plus, la croissance pour l'exercice précédent tenait compte d'un nombre inhabituel d'ajouts de clients du service de téléphonie en raison de l'augmentation du nombre de forfaits de téléphonie activement mis en marché au cours du premier trimestre de l'exercice 2020.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 30 novembre 2020, 68 % des clients du secteur des Services à large bande canadiens étaient abonnés à des duos ou des trios de services.

7.2 SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les				
	30 novembre 2020[1]	30 novembre 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Produits	**290 904**	266 020	9,4	9,8	(1 171)
Charges d'exploitation	**152 378**	144 370	5,5	6,0	(633)
BAIIA ajusté	**138 526**	121 650	13,9	14,3	(538)
Marge du BAIIA ajusté	**47,6 %**	45,7 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**49 347**	45 833	7,7	8,2	(252)
Intensité du capital	**17,0 %**	17,2 %			

(1) Pour le trimestre clos le 30 novembre 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3170 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3223 $ CA pour 1 $ US.

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 9,4 % (9,8 % selon un taux de change constant). Exprimés en monnaie locale, les produits se sont chiffrés à 220,9 millions $ US, contre 201,2 millions $ US pour la période correspondante de l'exercice 2020. L'augmentation s'explique principalement par les facteurs suivants :

- des ajouts importants de clients du service Internet du secteur résidentiel;
- les hausses tarifaires entrées en vigueur relativement à certains services;
- l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications conclue le 10 mars 2020; et
- l'augmentation des produits tirés de la publicité politique en lien avec l'élection présidentielle aux États-Unis.

Compte non tenu des produits de Thames Valley Communications, les produits ont augmenté de 8,2 %, selon un taux de change constant, pour le premier trimestre de l'exercice 2021.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont augmenté de 5,5 % (6,0 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des charges de rémunération et des coûts liés aux effectifs additionnels pour soutenir la croissance;
- la hausse des charges d'exploitation découlant de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications; et
- le nombre plus élevé de clients conjugué aux hausses des tarifs de programmation vidéo annuels.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 13,9 % (14,3 % selon un taux de change constant). En monnaie locale, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 105,2 millions $ US, contre 92,0 millions $ US pour la période correspondante de l'exercice 2020.

Compte non tenu du BAIIA ajusté de Thames Valley Communications, le BAIIA ajusté selon un taux de change constant a augmenté de 12,8 % pour le premier trimestre de l'exercice 2021.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 7,7 % (8,2 % selon un taux de change constant), essentiellement en raison des facteurs suivants :

- une hausse des achats d'équipement chez l'abonné et des autres coûts connexes pour soutenir la demande accrue à l'égard de notre service Internet à haute vitesse, conjuguée à la modernisation de l'équipement et au calendrier de certaines initiatives;
- les investissements additionnels en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau en Floride; et
- une accélération de l'achat de certains équipements dans le but d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement compte tenu des répercussions de la pandémie de COVID-19.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 17,0 %, contre 17,2 % pour la période correspondante de l'exercice 2020, essentiellement en raison de la croissance des produits, contrebalancée en partie par la hausse des dépenses d'investissement.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE ET LES CLIENTS

		Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les		% de pénétration[1]	
	30 novembre 2020	**30 novembre 2020**	30 novembre 2019	**30 novembre 2020**	30 novembre 2019
Unités de service primaire	**972 683**	**14 758**	2 124		
Clients du service Internet	**504 621**	**12 409**	5 326	**54,4**	51,3
Clients du service de vidéo	**318 387**	**1 000**	(3 917)	**34,3**	35,1
Clients du service de téléphonie	**149 675**	**1 349**	715	**16,1**	16,3

(1) En pourcentage des foyers câblés.

INTERNET

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 12 409, comparativement à 5 326 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les ajouts pour le premier trimestre de l'exercice 2021 tiennent principalement aux facteurs suivants :

- la croissance dans le secteur résidentiel principalement attribuable à la hausse de la demande à l'égard des offres de services à haute vitesse étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement dans le cadre de la pandémie de COVID-19;
- la hausse du nombre d'activations de services pour la clientèle résidentielle de gros relativement aux initiatives d'expansion en Floride; et
- la croissance dans le secteur commercial.

VIDÉO

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les ajouts nets de clients du service de vidéo se sont chiffrés à 1 000, comparativement à des pertes nettes de 3 917 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les ajouts pour le premier trimestre de l'exercice 2021 tiennent principalement aux facteurs suivants :

- la hausse du nombre d'activations de services pour la clientèle résidentielle de gros relativement aux initiatives d'expansion en Floride; facteur contrebalancé en partie par
- le changement des habitudes de consommation vidéo; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

TÉLÉPHONIE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les ajouts nets de clients du service de téléphonie se sont chiffrés à 1 349, comparativement à 715 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les ajouts pour le premier trimestre de l'exercice 2021 tiennent aux facteurs suivants :

- la croissance des secteurs résidentiel et commercial; contrebalancée en partie par
- l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil mobile aux États-Unis et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil mobile, lesquelles incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil mobile.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 30 novembre 2020, 49 % des clients du secteur des Services à large bande américains étaient abonnés à des duos ou des trios de services.

8. SITUATION FINANCIÈRE

8.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient généralement un fonds de roulement déficitaire, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de l'endettement bancaire, en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus. Cependant, la Société maintient depuis récemment un fonds de roulement excédentaire étant donné que la trésorerie et les équivalents de trésorerie dépassent de façon importante l'endettement bancaire.

Les variations s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**30 novembre 2020** **$**	31 août 2020 $	Variation $	Explications
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**428 982**	366 497	62 485	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	**82 029**	83 013	(984)	Non significative.
Impôts sur le résultat à recevoir	**5 442**	3 283	2 159	Non significative.
Charges payées d'avance et autres	**50 507**	29 266	21 241	Principalement liée à la hausse des montants payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien annuel.
	566 960	482 059	84 901	
Passifs courants				
Endettement bancaire	**—**	7 610	(7 610)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**230 564**	211 052	19 512	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	**34 100**	33 864	236	Non significative.
Passifs d'impôts sur le résultat	**20 022**	39 897	(19 875)	Liée au paiement d'acomptes provisionnels, contrebalancé en partie par la charge d'impôts exigibles pour la période.
Passifs sur contrat et autres passifs	**42 514**	47 162	(4 648)	Non significative.
Instruments financiers dérivés	**1 820**	3 834	(2 014)	Non significative.
Tranche courante de la dette à long terme	**27 738**	29 569	(1 831)	Non significative.
	356 758	372 988	(16 230)	
Fonds de roulement excédentaire	**210 202**	109 071	101 131	

8.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

(en milliers de dollars canadiens)	**30 novembre 2020** **$**	31 août 2020 $	Variation $	Explications
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	**2 775 173**	2 800 401	(25 228)	Dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et amortissement pour la période.
Goodwill	**1 372 923**	1 381 024	(8 101)	Dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dette à long terme	**3 067 051**	3 087 033	(19 982)	Dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, conjuguée au remboursement trimestriel sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang.
Passifs d'impôts différés	**625 413**	610 596	14 817	Moment des résorptions des différences temporaires.

8.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 31 décembre 2020. Se reporter à la note 11 B) des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions/d'options)	Nombre d'actions/d'options	Montant $
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	**15 691 100**	**98 346**
Actions subalternes à droit de vote	**32 220 398**	**902 793**
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	**915 984**	
Options pouvant être exercées	**431 754**	

8.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco Communications, présentées dans le rapport annuel de 2020, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2020.

Au 30 novembre 2020, la Société avait utilisé 0,02 million $ de sa facilité à terme renouvelable de 750 millions $, pour une disponibilité restante de 749,98 millions $. De plus, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 194,5 millions $ (150 millions $ US), dont une tranche de 3,1 millions $ (2,4 millions $ US) était utilisée au 30 novembre 2020 pour une disponibilité restante de 191,3 millions $ (147,6 millions $ US).

8.5 NOTATIONS

Le tableau suivant présente les notations de Cogeco Communications et d'Atlantic Broadband.

Au 30 novembre 2020	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets et débentures garantis de premier rang	**BBB-**	**BBB (faible)**	**SN**
Atlantic Broadband			
Facilités de crédit de premier rang	**BB**	**SN**	**B1**

SN : sans notation

Notre capacité à avoir accès aux marchés des capitaux d'emprunt et aux marchés du crédit bancaire et le coût et l'ampleur du financement disponible dépendent en partie de la qualité de nos notations. Les obligations assorties d'une notation de catégorie BBB sont considérées comme étant de qualité supérieure, et leur coût de financement est généralement inférieur à celui des obligations assorties de la notation BB/B. De plus, les obligations assorties d'une notation BBB ont généralement un meilleur accès au financement que celles assorties de notations BB/B.

8.6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leur valeur comptable présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière.

La Société atténue le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés en concluant des transactions avec des institutions financières dont la notation est égale ou supérieure à sa propre notation. Au 30 novembre 2020, la direction est d'avis que ce risque de crédit était minimal, étant donné que la notation la plus faible des contreparties à ces conventions est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »).

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme très liquides comme des fonds de marché monétaire. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Pour réduire le risque de crédit relativement à ses créances clients, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. De plus, une grande partie des clients de la Société reçoivent leur facture et paient avant que les services ne soient rendus. La Société est d'avis que sa correction de valeur pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada et aux États-Unis, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 30 novembre 2020, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 30 novembre 2020.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,1 milliard $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % - 2,262 %	Janvier 2021 - novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 6,8 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 30 novembre 2020.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à ses billets, débentures et facilités de crédit libellés en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières annuelles d'approximativement 9,5 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 30 novembre 2020.

De plus, l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine donne lieu à une exposition au risque de change, en raison de la conversion de l'investissement net en monnaie fonctionnelle de la Société. Une tranche de l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine est couverte par les billets garantis de premier rang de la Société, libellés en dollars américains, que la Société a désignés comme éléments de couverture de l'investissement net, alors qu'une autre tranche est couverte sur le plan économique par les facilités de crédit de premier rang de sa filiale, libellées en dollars américains.

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 30 novembre 2020 était de 1,2965 $ pour un dollar américain (1,3042 $ au 31 août 2020). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 92 millions $.

8.7 MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les taux moyens en vigueur au cours du trimestre clos le 30 novembre 2020 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des Services à large bande américains s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les			
	30 novembre 2020	30 novembre 2019	Variation	Variation
	$	$	$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	**1,3170**	1,3223	(0,01)	(0,4)

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une variation de 0,01 $ du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les résultats d'exploitation sectoriels et consolidés de Cogeco Communications pour le trimestre clos le 30 novembre 2020.

Trimestre clos le 30 novembre 2020	Services à large bande canadiens Incidence du taux de change	Services à large bande américains Incidence du taux de change	Données consolidées[1] Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens)	$	$	$
Produits	—	(1 171)	(1 171)
Charges d'exploitation	(28)	(633)	(661)
Honoraires de gestion – Cogeco inc.			—
BAIIA ajusté	28	(538)	(510)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(139)	(252)	(391)
Flux de trésorerie disponibles			(151)

(1) Les résultats consolidés ne correspondent pas à l'addition des résultats des secteurs opérationnels, car les données sur les activités du siège social et les éliminations ne sont pas présentées.

9. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les normes IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission publiée en mai 2013.

Le 1er septembre 2020, la filiale de la Société, Atlantic Broadband, a mis en œuvre un nouveau système financier, ce qui a entraîné des changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 30 novembre 2020. De plus, un nouveau système de gestion du capital humain a été mis en œuvre le 1er janvier 2021 par la Société et ses filiales.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 30 novembre 2020 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats.

10. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport annuel de 2020, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2020, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Incidence possible de la nouvelle administration américaine sur nos activités

Il est entendu que l'administration américaine nouvellement élue a l'intention d'augmenter le taux d'imposition des sociétés et d'ajouter possiblement un impôt minimal sur le bénéfice comptable des sociétés. Si ces changements devaient être mis en œuvre, la Société engagerait une charge d'impôts différés non récurrente sans effet sur la trésorerie à la réévaluation des passifs d'impôts différés, et ses charges d'impôts et ses sorties de trésorerie au titre de l'impôt augmenteraient dans le futur.

En ce qui a trait aux changements réglementaires dans notre secteur, nous ne disposons pas pour l'instant de suffisamment d'information pour évaluer leur incidence potentielle sur nos activités.

11. MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

Modifications d'IFRS 3

En octobre 2018, l'IASB a modifié IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, pour clarifier la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une transaction devrait être comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises ou d'acquisition d'actifs. La Société a adopté ces modifications avec prise d'effet le 1er septembre 2020 et celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés. Les répercussions de ces modifications, le cas échéant, dépendront des faits et circonstances liés à toute acquisition future et ces modifications pourraient avoir une incidence sur la décision de comptabiliser ces acquisitions futures comme des regroupements d'entreprises ou des acquisitions d'actifs, ainsi que sur la répartition du prix d'achat entre les actifs nets identifiables acquis et le goodwill.

12. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux normes IFRS qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'affaires. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles », le « BAIIA ajusté », la « marge du BAIIA ajusté » et l'« intensité du capital » et les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le présent rapport de gestion présente également des indicateurs de rendement clés sur la base d'un taux de change constant, y compris les produits, le « BAIIA ajusté », les acquisitions d'immobilisations corporelles et les « flux de trésorerie disponibles ». Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures financières non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS	Utilisation	Calcul	Mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS
BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté	Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures clés couramment présentées et utilisées dans le secteur des télécommunications, puisqu'ils permettent d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'ils constituent des mesures plus actuelles, celles-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'affaires de Cogeco Communications correspond au bénéfice sectoriel (à la perte sectorielle) présenté(e) à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : – bénéfice de la période; Ajouter : – impôts sur le résultat; – charges financières; – amortissements; – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.	Bénéfice de la période
		Marge du BAIIA ajusté : – BAIIA ajusté; Diviser par : – produits.	Aucune mesure financière comparable conforme aux normes IFRS
Flux de trésorerie disponibles[1]	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco Communications à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles[1] : – BAIIA ajusté; Ajouter : – amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; – paiement fondé sur des actions; – perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles; – charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations; Déduire : – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; – charges financières[2]; – impôts exigibles; – acquisitions d'immobilisations corporelles[3]; et – remboursement des obligations locatives.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Sur la base d'un taux de change constant	Les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les acquisitions d'immobilisations corporelles et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures présentées sur la base d'un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change.	Les données sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.	Aucune mesure financière comparable conforme aux normes IFRS
Intensité du capital	La direction de Cogeco Communications et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits.	Intensité du capital : – acquisitions d'immobilisations corporelles[3]; Diviser par : – produits.	Aucune mesure financière comparable conforme aux normes IFRS

(1) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020, la Société a modifié la méthode de calcul de ses flux de trésorerie disponibles afin de refléter la manière dont la Société analyse ses flux de trésorerie disponibles et en établit les prévisions. Cette modification n'a pas d'incidence sur les résultats obtenus en vertu des calculs actuels et des anciens calculs et, par conséquent, les flux de trésorerie disponibles pour les périodes correspondantes n'ont pas été touchés par cette modification.

(2) Excluent le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette.

(3) Exclut l'acquisition d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre.

12.1 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

Le rapprochement entre le BAIIA ajusté et la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS, ainsi que le calcul de la marge du BAIIA ajusté, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les	
	30 novembre 2020	30 novembre 2019
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$
Bénéfice de la période	**114 896**	89 708
Impôts sur le résultat	**35 522**	29 931
Charges financières	**35 210**	39 270
Amortissements	**124 250**	123 135
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**1 215**	61
BAIIA ajusté	**311 093**	282 105
Produits	**618 913**	586 827
Marge du BAIIA ajusté	**50,3 %**	48,1 %

12.2 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Le rapprochement entre les flux de trésorerie disponibles et la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS se présente comme suit :

	Trimestres clos les	
	30 novembre 2020	30 novembre 2019
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**241 725**	149 192
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**2 278**	2 537
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	**5 362**	81 213
Impôts sur le résultat payés	**41 781**	16 152
Impôts exigibles	**(19 862)**	(23 597)
Charges financières payées	**21 852**	39 115
Charges financières	**(35 210)**	(39 270)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**(116 222)**	(121 302)
Remboursement des obligations locatives	**(1 088)**	(1 196)
Flux de trésorerie disponibles	**140 616**	102 844

12.3 RAPPROCHEMENT DE L'INTENSITÉ DU CAPITAL

Le calcul de l'intensité du capital se présente comme suit :

	Trimestres clos les	
	30 novembre 2020	30 novembre 2019
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**116 222**	121 302
Produits	**618 913**	586 827
Intensité du capital	**18,8 %**	20,7 %

13. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos	les 30 novembre		les 31 août		les 31 mai		le 29 février	le 28 février
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	**2020**	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
	$	$	$	$	$	$	$	$
Opérations								
Produits	**618 913**	586 827	605 168	583 673	605 821	587 345	586 467	584 129
BAIIA ajusté	**311 093**	282 105	294 535	275 610	294 717	283 927	277 372	280 552
Marge du BAIIA ajusté	**50,3 %**	48,1 %	48,7 %	47,2 %	48,6 %	48,3 %	47,3 %	48,0 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**1 215**	61	3 955	712	12	1 003	5 458	3 722
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	**114 896**	89 708	96 148	92 403	96 724	99 571	114 011	86 128
Bénéfice (perte) de la période lié(e) aux activités abandonnées	**—**	—	—	1 920	—	82 451	—	(5 369)
Bénéfice de la période	**114 896**	89 708	96 148	94 323	96 724	182 022	114 011	80 759
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	**106 679**	84 178	90 834	87 850	90 771	96 613	109 391	81 718
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**106 679**	84 178	90 834	89 770	90 771	179 064	109 391	76 349
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**241 725**	149 192	254 745	304 702	282 229	265 551	231 653	199 462
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**116 222**	121 302	128 195	145 099	123 653	96 116	110 840	92 773
Flux de trésorerie disponibles[1]	**140 616**	102 844	111 372	84 250	116 158	136 999	125 062	125 307
Intensité du capital	**18,8 %**	20,7 %	21,2 %	24,9 %	20,4 %	16,4 %	18,9 %	15,9 %
Données par action[2]								
Bénéfice (perte) par action								
De base								
Lié(e) aux activités poursuivies	**2,24**	1,71	1,90	1,78	1,89	1,96	2,24	1,65
Lié(e) aux activités abandonnées	**—**	—	—	0,04	—	1,67	—	(0,11)
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	**2,24**	1,71	1,90	1,82	1,89	3,62	2,24	1,55
Dilué(e)								
Lié(e) aux activités poursuivies	**2,22**	1,70	1,88	1,77	1,87	1,94	2,22	1,64
Lié(e) aux activités abandonnées	**—**	—	—	0,04	—	1,65	—	(0,11)
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	**2,22**	1,70	1,88	1,80	1,87	3,59	2,22	1,53
Dividendes par action	**0,64**	0,58	0,58	0,525	0,58	0,525	0,58	0,525

(1) Excluent le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

(2) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

13.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients des services Internet et de vidéo est généralement plus faible au second semestre d'un exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des établissements d'enseignement. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières en hiver et en été.

cogeco COMMUNICATIONS

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Trimestre clos le 30 novembre 2020

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT
(non audité)

		Trimestres clos les 30 novembre	
	Notes	**2020**	2019
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)		**$**	$
Produits	*3*	**618 913**	586 827
Charges d'exploitation	*5*	**301 968**	299 332
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	*15*	**5 852**	5 390
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	*4*	**1 215**	61
Amortissements	*6*	**124 250**	123 135
Charges financières	*7*	**35 210**	39 270
Bénéfice avant impôts sur le résultat		**150 418**	119 639
Impôts sur le résultat	*8*	**35 522**	29 931
Bénéfice de la période		**114 896**	89 708
Bénéfice de la période attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		**106 679**	84 178
Participations ne donnant pas le contrôle		**8 217**	5 530
		114 896	89 708
Bénéfice par action			
De base	*9*	**2,24**	1,71
Dilué	*9*	**2,22**	1,70

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Bénéfice de la période	**114 896**	89 708
Autres éléments du résultat global		
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net		
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie		
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	**8 392**	15 129
Impôts sur le résultat connexes	**(2 223)**	(3 985)
	6 169	11 144
Ajustements au titre de l'écart de change		
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(11 556)**	(669)
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**3 003**	234
Impôts sur le résultat connexes	**25**	—
	(8 528)	(435)
	(2 359)	10 709
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net		
Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies		
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	**2 719**	3 473
Impôts sur le résultat connexes	**(721)**	(920)
	1 998	2 553
	(361)	13 262
Résultat global de la période	**114 535**	102 970
Résultat global de la période attribuable aux :		
Propriétaires de la Société	**108 670**	97 576
Participations ne donnant pas le contrôle	**5 865**	5 394
	114 535	102 970

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Réserve au titre de paiements fondés sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	$	$	$	$	$	$
	(Note 11)		*(Note 12)*			
Solde au 31 août 2019	1 023 390	13 526	31 028	1 131 845	359 689	2 559 478
Bénéfice de la période	—	—	—	84 178	5 530	89 708
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	10 845	2 553	(136)	13 262
Résultat global de la période	—	—	10 845	86 731	5 394	102 970
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	4 495	—	—	—	—	4 495
Paiement fondé sur des actions (Notes 11 D) et 15)	—	1 422	—	—	—	1 422
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	701	(701)	—	—	—	—
Dividendes (Note 11 C))	—	—	—	(28 521)	—	(28 521)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(3 988)	—	—	(11 702)	—	(15 690)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(5 643)	—	—	—	—	(5 643)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	3 671	(2 958)	—	(713)	—	—
Total des distributions aux actionnaires	(764)	(2 237)	—	(40 936)	—	(43 937)
Solde au 30 novembre 2019	1 022 626	11 289	41 873	1 177 640	365 083	2 618 511
Solde au 31 août 2020	**984 963**	**16 347**	**(7 117)**	**1 274 053**	**373 504**	**2 641 750**
Bénéfice de la période	**—**	**—**	**—**	**106 679**	**8 217**	**114 896**
Autres éléments du résultat global de la période	**—**	**—**	**(7)**	**1 998**	**(2 352)**	**(361)**
Résultat global de la période	**—**	**—**	**(7)**	**108 677**	**5 865**	**114 535**
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	**272**	**—**	**—**	**—**	**—**	**272**
Paiement fondé sur des actions (Notes 11 D) et 15)	**—**	**1 120**	**—**	**—**	**—**	**1 120**
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	**43**	**(43)**	**—**	**—**	**—**	**—**
Dividendes (Note 11 C))	**—**	**—**	**—**	**(30 544)**	**—**	**(30 544)**
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	**(418)**	**—**	**—**	**(1 061)**	**—**	**(1 479)**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**(4 439)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(4 439)**
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**4 655**	**(4 504)**	**—**	**(151)**	**—**	**—**
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	**113**	**(3 427)**	**—**	**(31 756)**	**—**	**(35 070)**
Solde au 30 novembre 2020	**985 076**	**12 920**	**(7 124)**	**1 350 974**	**379 369**	**2 721 215**

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	*Notes*	**30 novembre 2020** **$**	31 août 2020 $
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	*13 B)*	**428 982**	366 497
Créances clients et autres débiteurs		**82 029**	83 013
Impôts sur le résultat à recevoir		**5 442**	3 283
Charges payées d'avance et autres		**50 507**	29 266
		566 960	482 059
Actifs non courants			
Autres actifs		**45 447**	45 109
Immobilisations corporelles		**2 088 238**	2 088 930
Immobilisations incorporelles		**2 775 173**	2 800 401
Goodwill		**1 372 923**	1 381 024
Actifs d'impôts différés		**4 838**	6 674
		6 853 579	6 804 197
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		**—**	7 610
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		**230 564**	211 052
Provisions		**34 100**	33 864
Passifs d'impôts sur le résultat		**20 022**	39 897
Passifs sur contrat et autres passifs		**42 514**	47 162
Instruments financiers dérivés		**1 820**	3 834
Tranche courante de la dette à long terme	*10*	**27 738**	29 569
		356 758	372 988
Passifs non courants			
Dette à long terme	*10*	**3 067 051**	3 087 033
Instruments financiers dérivés		**61 175**	67 375
Passifs sur contrat et autres passifs		**10 993**	10 965
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		**10 974**	13 490
Passifs d'impôts différés		**625 413**	610 596
		4 132 364	4 162 447
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	*11 B)*	**985 076**	984 963
Réserve au titre de paiements fondés sur des actions		**12 920**	16 347
Cumul des autres éléments du résultat global	*12*	**(7 124)**	(7 117)
Bénéfices non distribués		**1 350 974**	1 274 053
		2 341 846	2 268 246
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		**379 369**	373 504
		2 721 215	2 641 750
		6 853 579	6 804 197

Éventualités (Note 16)
Événement postérieur à la date de clôture (Note 17)

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 30 novembre	
	Notes	**2020**	2019
(en milliers de dollars canadiens)		**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice de la période		**114 896**	89 708
Ajustements au titre des éléments suivants :			
Amortissements	*6*	**124 250**	123 135
Charges financières	*7*	**35 210**	39 270
Impôts sur le résultat	*8*	**35 522**	29 931
Paiement fondé sur des actions		**883**	2 142
(Profit) perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		**(481)**	994
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations		**440**	492
		310 720	285 672
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	*13 A)*	**(5 362)**	(81 213)
Charges financières payées		**(21 852)**	(39 115)
Impôts sur le résultat payés		**(41 781)**	(16 152)
		241 725	149 192
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		**(116 222)**	(121 302)
Paiement anticipé lié à un regroupement d'entreprises		**(10 000)**	—
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		**988**	185
		(125 234)	(121 117)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
(Diminution) augmentation de l'endettement bancaire		**(7 610)**	11 172
Remboursement des billets, des débentures et des facilités de crédit		**(5 554)**	(5 648)
Remboursement des obligations locatives		**(1 088)**	(1 196)
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises		**(1 258)**	(3 228)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	*11 B)*	**272**	4 495
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	*11 B)*	**(1 479)**	(15 690)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	*11 B)*	**(4 439)**	(5 643)
Dividendes versés	*11 C)*	**(30 544)**	(28 521)
		(51 700)	(44 259)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère		**(2 306)**	99
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**62 485**	(16 085)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		**366 497**	556 504
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		**428 982**	540 419

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société de communications qui exerce ses activités au Canada sous le nom Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis sous la marque Atlantic Broadband (dans 11 États longeant la côte Est, du Maine jusqu'en Floride). Cogeco Communications fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibre bidirectionnels à large bande.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détenait 32,8 % des actions de participation de la Société au 30 novembre 2020, représentant 83 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société. Cogeco Communications est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ».

Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3301, Montréal (Québec) H3B 3N2.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent normalement dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de 2020.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles suivies par la Société dans ses états financiers consolidés annuels de 2020. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés. Certains montants comparatifs présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle des états financiers consolidés de l'exercice 2021.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que le nombre de clients du service Internet et du service de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité économique liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des établissements d'enseignement. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières en hiver et en été.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 14 janvier 2021.

2. DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

Modification d'IFRS 3

En octobre 2018, l'IASB a modifié IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, pour clarifier la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une transaction devrait être comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises ou d'acquisition d'actifs. La Société a adopté ces modifications avec prise d'effet le 1er septembre 2020, et celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés. Les répercussions de ces modifications, le cas échéant, dépendront des faits et circonstances liés à toute acquisition future, et ces modifications pourraient avoir une incidence sur la décision de comptabiliser ces acquisitions futures comme des regroupements d'entreprises ou des acquisitions d'actifs, ainsi que sur la répartition du prix d'achat entre les actifs nets identifiables acquis et le goodwill.

3. PRODUITS

	Trimestres clos les 30 novembre					
	Services à large bande canadiens		**Services à large bande américains**			**Consolidé**
	2020	2019	**2020**	2019	**2020**	2019
	$	$	**$**	$	**$**	$
Résidentiels[1]	**293 426**	286 754	**248 865**	227 314	**542 291**	514 068
Commerciaux	**34 017**	33 963	**34 417**	32 000	**68 434**	65 963
Autres	**566**	90	**7 622**	6 706	**8 188**	6 796
	328 009	320 807	**290 904**	266 020	**618 913**	586 827

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel (la perte sectorielle) de la Société est présenté(e) en deux secteurs opérationnels : les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Les secteurs des Services à large bande canadiens et américains fournissent, principalement à une clientèle résidentielle, une vaste gamme de services Internet, de vidéo et de téléphonie et fournissent des services d'affaires à l'intérieur de leurs zones de couverture. Les activités des Services à large bande canadiens sont exercées par Cogeco Connexion dans les provinces de Québec et de l'Ontario, tandis que les activités des Services à large bande américains sont exercées par Atlantic Broadband dans 11 États : le Connecticut, le Delaware, la Floride, le Maine, le Maryland, le New Hampshire, New York, la Pennsylvanie, la Caroline du Sud, la Virginie et la Virginie-Occidentale.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel (sa perte sectorielle), qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

La colonne intitulée « Activités du siège social et éliminations » comprend les activités du siège social et les éliminations de consolidation.

	Trimestre clos le 30 novembre 2020			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Consolidé
	$	$	$	$
Produits	**328 009**	**290 904**	**—**	**618 913**
Charges d'exploitation	**141 895**	**152 378**	**7 695**	**301 968**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**—**	**—**	**5 852**	**5 852**
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	**186 114**	**138 526**	**(13 547)**	**311 093**
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[1]				**1 215**
Amortissements				**124 250**
Charges financières				**35 210**
Bénéfice avant impôts sur le résultat				**150 418**
Impôts sur le résultat				**35 522**
Bénéfice de la période				**114 896**
Acquisition d'immobilisations corporelles	**65 610**	**49 347**	**1 265**	**116 222**

(1) Se composent principalement des frais de vérification diligente et des frais juridiques liés à l'acquisition de DERYtelecom (se reporter à la note 17).

	Trimestre clos le 30 novembre 2019			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Consolidé
	$	$	$	$
Produits	320 807	266 020	—	586 827
Charges d'exploitation	149 845	144 370	5 117	299 332
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	5 390	5 390
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	170 962	121 650	(10 507)	282 105
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition				61
Amortissements				123 135
Charges financières				39 270
Bénéfice avant impôts sur le résultat				119 639
Impôts sur le résultat				29 931
Bénéfice de la période				89 708
Acquisitions d'immobilisations corporelles	75 130	45 833	339	121 302

5. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
	$	$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**91 827**	91 265
Coûts de prestations de service	**165 964**	162 495
Coûts liés aux clients	**19 607**	22 007
Autres achats externes	**24 570**	23 565
	301 968	299 332

6. AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
	$	$
Amortissement des immobilisations corporelles[1]	**109 415**	108 827
Amortissement des immobilisations incorporelles	**14 835**	14 308
	124 250	123 135

(1) Comprend l'amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation de 1,5 million $ pour le trimestre de l'exercice 2021 (1,6 million $ pour l'exercice 2020).

7. CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
	$	$
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**33 325**	40 079
Intérêts sur les obligations locatives	**338**	381
Perte nette de change	**806**	20
Amortissement des coûts de transaction différés	**211**	464
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	**(50)**	(151)
Autres	**580**	(1 523)
	35 210	39 270

8. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
	$	$
Exigibles	**19 862**	23 597
Différés	**15 660**	6 334
	35 522	29 931

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux prévus par la loi du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé.

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
	$	$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**150 418**	119 639
Taux d'imposition combiné canadien	**26,5 %**	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	**39 861**	31 704
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	**631**	707
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	**114**	(229)
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	**(5 143)**	(6 510)
Autres	**59**	4 259
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	**35 522**	29 931
Taux d'impôt effectif	**23,6 %**	25,0 %

9. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les composantes utilisées dans le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action.

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
	$	$
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**106 679**	84 178
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**47 725 287**	49 154 736
Incidence des options sur actions dilutives[(1)]	**209 698**	282 446
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	**75 909**	71 990
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	**105 682**	107 837
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**48 116 576**	49 617 009

(1) Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, 200 900 options sur actions (205 150 pour l'exercice 2020) ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

10. DETTE À LONG TERME

	30 novembre 2020	31 août 2020
	$	$
Billets, débentures et facilités de crédit	**3 055 043**	3 072 511
Obligations locatives	**38 146**	41 235
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**1 600**	2 856
	3 094 789	3 116 602
Moins : tranche courante	**27 738**	29 569
	3 067 051	3 087 033

Billets, débentures et facilités de crédit

	Échéance	Taux d'intérêt	30 novembre 2020	31 août 2020
		%	$	$
Société				
Billets garantis de premier rang				
Série A – 25 millions $ US	Septembre 2024	4,14	**32 349**	32 538
Série B – 150 millions $ US	Septembre 2026	4,29	**193 987**	195 123
Billets garantis de premier rang – 215 millions $ US	Juin 2025	4,30	**278 066**	279 687
Débentures garanties de premier rang, série 3	Février 2022	4,93	**199 727**	199 671
Débentures garanties de premier rang, série 4	Mai 2023	4,18	**299 112**	299 027
Filiales				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang – 1 622,5 millions $ US (1 626,8 millions $ US au 31 août 2020)	Janvier 2025	2,15 (1)(2)	**2 051 802**	2 066 465
			3 055 043	3 072 511
Moins : tranche courante			**22 040**	22 171
			3 033 003	3 050 340

(1) Taux d'intérêt sur la dette, incluant l'écart de crédit applicable.

(2) Une filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swap de taux d'intérêt visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant notionnel de 1,1 milliard $ US au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes allant de 2,017 % à 2,262 % pour des échéances variant entre le 31 janvier 2021 et le 30 novembre 2024, en vertu de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang est de 3,50 %.

11. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 $ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	30 novembre 2020	31 août 2020
	$	$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	**98 346**	98 346
32 220 398 actions subalternes à droit de vote (32 231 433 au 31 août 2020)	**902 793**	902 896
	1 001 139	1 001 242
76 930 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (76 957 au 31 août 2020)	**(6 655)**	(6 346)
106 792 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (115 222 au 31 août 2020)	**(9 408)**	(9 933)
	985 076	984 963

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2020	**32 231 433**	**902 896**
Actions émises contre espèces en vertu du régime d'options sur actions	**3 865**	**272**
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	**—**	**43**
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation[(1)]	**(14 900)**	**(418)**
Solde au 30 novembre 2020	**32 220 398**	**902 793**

(1) Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, aux termes de son programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA »), la Société a racheté et annulé 14 900 actions subalternes à droit de vote (143 100 en 2020), d'une valeur moyenne attribuée de 0,4 million $ (4 millions $ en 2020), pour une contrepartie de 1,5 million $ (15,7 millions $ en 2020). L'excédent du prix d'achat sur la valeur moyenne attribuée aux actions a totalisé 1,1 million $ (11,7 millions $ en 2020) et a été imputé aux bénéfices non distribués.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 30 avril 2020, la Société a annoncé que la Bourse de Toronto a accepté le renouvellement de son avis d'intention de procéder à une OPRCNA lui permettant d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 1 809 000 actions subalternes à droit de vote, entre le 4 mai 2020 et le 3 mai 2021. Dans le cadre de son OPRCNA précédente, qui a commencé le 3 mai 2019 et s'est terminée le 2 mai 2020, la Société pouvait acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 1 869 000 actions subalternes.

La Société a aussi conclu un programme de rachat d'actions automatique (le « PRAA ») avec un courtier désigné pour permettre le rachat d'actions à droit de vote subalternes en vertu de l'OPRCNA à des moments où il ne serait normalement pas permis pour la Société de racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. Ces rachats sont effectués par le courtier en fonction des paramètres établis par la Société avant la période du PRAA préétablie.

Le 2 septembre 2020, Cogeco Communications a cessé de racheter des actions en vertu du PRAA à la suite de la proposition Altice-Rogers.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, les transactions relatives aux actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives se sont établies comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2020	**76 957**	**6 346**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**24 255**	**2 311**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**(24 282)**	**(2 002)**
Solde au 30 novembre 2020	**76 930**	**6 655**

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, les transactions relatives aux actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement se sont établies comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2020	**115 222**	**9 933**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**22 337**	**2 128**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**(30 767)**	**(2 653)**
Solde au 30 novembre 2020	**106 792**	**9 408**

C) DIVIDENDES

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2020, un dividende déterminé trimestriel de 0,64 $ l'action, pour un total de 30,5 millions $, a été versé aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,58 $ l'action, pour un total de 28,5 millions $, pour le trimestre clos le 30 novembre 2019.

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
	$	$
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**10 042**	9 101
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**20 502**	19 420
	30 544	28 521

Au cours de sa réunion du 14 janvier 2021, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,64 $ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 11 février 2021 aux actionnaires inscrits en date du 28 janvier 2021.

D) RÉGIMES DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société offre à ses employés et à ceux de ses filiales un régime d'achat d'actions, et offre également à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'options sur actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société offre un régime d'unités d'actions incitatives et un régime d'unités d'actions liées au rendement à ses hauts dirigeants et employés désignés, et un régime d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2020 de la Société.

En vertu du régime d'options sur actions, les options suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 30 novembre 2020 :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		$
En circulation au 31 août 2020	**786 799**	**78,49**
Attribuées	**153 425**	**94,27**
Exercées[(1)]	**(3 865)**	**70,45**
Annulées	**(7 445)**	**76,66**
En circulation au 30 novembre 2020	**928 914**	**81,15**
Pouvant être exercées au 30 novembre 2020	**431 754**	**67,87**

(1) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 95,79 $.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du trimestre clos le 30 novembre 2020 était de 14,74 $ l'option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution aux fins de la détermination de la charge au titre de paiements fondés sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	%
Taux de dividende attendu	**2,76**
Volatilité attendue	**24,79**
Taux d'intérêt sans risque	**0,42**
Durée prévue (en années)	**5,9**

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 30 novembre 2020 :

En circulation au 31 août 2020	**76 141**
Attribuées[(1)]	**24 900**
Distribuées	**(24 282)**
Annulées	**(2 409)**
En circulation au 30 novembre 2020	**74 350**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions incitatives attribuées au cours de la période était de 94,23 $.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 30 novembre 2020 :

En circulation au 31 août 2020	**112 886**
Attribuées[(1)]	**32 325**
Distribuées	**(30 767)**
Annulées	**(10 768)**
Équivalents de dividendes	**696**
En circulation au 30 novembre 2020	**104 372**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions liées au rendement attribuées au cours de la période était de 94,26 $.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et étaient en circulation au 30 novembre 2020 :

En circulation au 31 août 2020	**50 958**
Équivalents de dividendes	**339**
En circulation au 30 novembre 2020	**51 297**

Le tableau suivant présente la charge de rémunération comptabilisée relativement aux régimes de paiement fondé sur des actions de la Société.

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
	$	$
Options sur actions	**268**	160
Unités d'actions incitatives	**473**	321
Unités d'actions liées au rendement	**178**	307
Unités d'actions différées	**(212)**	588
	707	1 376

12. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Écart de change	Total
	$	$	$
Solde au 31 août 2019	(33 842)	64 870	31 028
Autres éléments du résultat global	11 144	(299)	10 845
Solde au 30 novembre 2019	(22 698)	64 571	41 873
Solde au 31 août 2020	**(52 184)**	**45 067**	**(7 117)**
Autres éléments du résultat global	**6 169**	**(6 176)**	**(7)**
Solde au 30 novembre 2020	**(46 015)**	**38 891**	**(7 124)**

13. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
	$	$
Créances clients et autres débiteurs	**(2 365)**	(3 131)
Charges payées d'avance et autres	**(11 376)**	(12 589)
Autres actifs	**(714)**	(2 756)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**15 060**	(63 835)
Provisions	**(604)**	(1 827)
Passifs sur contrat et autres passifs	**(5 363)**	2 925
	(5 362)	(81 213)

B) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	30 novembre 2020	31 août 2020
	$	$
Trésorerie	**364 157**	366 497
Équivalents de trésorerie[(1)]	**64 825**	—
	428 982	366 497

(1) Se composent de dépôts bancaires à intérêt élevé.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leur valeur comptable présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière.

La Société atténue le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés en concluant des transactions avec des institutions financières dont la notation est égale ou supérieure à sa propre notation. Au 30 novembre 2020, la direction est d'avis que ce risque de crédit était minimal, étant donné que la notation la plus faible des contreparties à ces conventions est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »).

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme très liquides comme des fonds de marché monétaire. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Pour réduire le risque de crédit relativement à ses créances clients, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. De plus, une grande partie des clients de la Société reçoivent leur facture et paient avant que les services ne soient rendus. La Société est d'avis que sa correction de valeur pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada et aux États-Unis, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 30 novembre 2020, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 30 novembre 2020.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,1 milliard $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % à 2,262 %	Janvier 2021 à novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 6,8 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 30 novembre 2020.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à ses billets, débentures et facilités de crédit libellés en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières annuelles d'approximativement 9,5 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 30 novembre 2020.

De plus, l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine donne lieu à une exposition au risque de change, en raison de la conversion de l'investissement net en monnaie fonctionnelle de la Société. Une tranche de l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine est couverte par les billets garantis de premier rang de la Société, libellés en dollars américains, que la Société a désignés comme éléments de couverture de l'investissement net, alors qu'une autre tranche est couverte sur le plan économique par les facilités de crédit de premier rang de sa filiale, libellées en dollars américains.

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 30 novembre 2020 était de 1,2965 $ pour un dollar américain (1,3042 $ au 31 août 2020). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 92 millions $.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	30 novembre 2020		31 août 2020	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
	$	**$**	$	$
Billets, débentures et facilités de crédit	**3 055 043**	**3 208 153**	3 072 511	3 224 816

C) GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour saisir les occasions de croissance. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunt, le remboursement des emprunts existants, l'émission ou le rachat de titres de capitaux propres et les distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire et la dette à long terme.

Au 30 novembre 2020 et au 31 août 2020, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société.

	30 novembre 2020	31 août 2020
Endettement net[(1)] / BAIIA ajusté[(2)]	**2,3**	2,4
BAIIA ajusté[(2)] / charges financières[(2)]	**7,9**	7,5

(1) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

(2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour la période de douze mois close le 30 novembre 2020 et pour l'exercice clos le 31 août 2020. Les charges financières pour la période de douze mois close le 30 novembre 2020 et pour l'exercice clos le 31 août 2020 excluent le profit lié à une modification de la dette de 22,9 millions $, ce qui est conforme au calcul des clauses restrictives.

15. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco, qui détenait 32,8 % des actions de participation de la Société au 30 novembre 2020, représentant 83 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique, des services financiers et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour le trimestre de l'exercice 2021 se sont chiffrés à 5,9 millions $ (5,4 millions $ pour la période correspondante de l'exercice 2020).

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des trimestres clos les 30 novembre 2020 et 2019, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, comme l'illustre le tableau suivant :

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
Options sur actions	**69 200**	110 875
Unités d'actions liées au rendement	**10 375**	14 375

Le tableau qui suit présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les 30 novembre	
	2020	2019
	$	$
Options sur actions	**345**	309
Unités d'actions incitatives	**6**	13
Unités d'actions liées au rendement	**(150)**	312
Unités d'actions différées	**(25)**	132
	176	766

16. ÉVENTUALITÉS

Décision sur l'établissement des tarifs des services Internet de gros rendue par le CRTC en 2019

Le 15 août 2019, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a rendu une décision et a établi les nouveaux tarifs des services de gros groupés pour les revendeurs Internet, réduisant ainsi de façon significative les tarifs provisoires fixés précédemment en 2016, tout en autorisant l'application rétroactive des nouveaux tarifs. Le 13 septembre 2019, la Société a déposé, conjointement avec d'autres fournisseurs de services de télécommunications (les « fournisseurs de services de télécommunications »), une demande d'autorisation d'appel de la décision du CRTC auprès de la Cour d'appel fédérale (la « CAF ») et de suspendre ses effets dans l'attente d'une décision de la Cour au sujet de la demande d'appel. L'autorisation d'appel et la suspension interlocutoire de l'ordonnance du CRTC ont d'abord été accordées, mais la CAF a finalement rejeté l'appel et levé la suspension le 10 septembre 2020. Le 12 novembre 2020, les fournisseurs de services de télécommunications ont demandé l'autorisation d'interjeter appel de la décision de la CAF auprès de la Cour suprême du Canada.

Parallèlement, le 13 décembre 2019, les fournisseurs de services de télécommunications ont soumis au CRTC une demande de révision et de modification de la décision du CRTC s'appuyant sur des doutes sérieux quant à la justesse de la méthode d'établissement des tarifs appliquée par le CRTC dans le cadre de sa décision. La demande visait également une suspension de l'ordonnance dans l'attente d'une décision du CRTC. Le 28 septembre 2020, le CRTC a approuvé la demande visant à faire suspendre l'application de l'Ordonnance de télécom 2019-288 sur les tarifs définitifs des services Internet à haute vitesse de gros groupés jusqu`à ce que le CRTC termine son examen de l'ordonnance.

De plus, les fournisseurs de services de télécommunications ont déposé le 13 novembre 2019 une requête auprès du gouverneur en conseil, intimant le Conseil des ministres d'ordonner au CRTC de réexaminer la décision parallèlement à l'examen prévu par le CRTC de son cadre réglementaire en matière de services filaires de gros et conformément à des considérations politiques spécifiques. Le gouverneur en conseil a rendu une ordonnance le 15 août 2020 confirmant que les tarifs établis dans le cadre de la décision du CRTC ne reflètent pas adéquatement dans tous les cas les objectifs de la politique. Cependant, comme un processus de révision et de modification est en cours devant le CRTC, le gouverneur en conseil a confirmé qu'il serait prématuré que le Conseil des ministres émette de nouvelles directives à l'intention du CRTC.

En raison de la suspension accordée par le CRTC et de la grande incertitude entourant l'issue de cette décision et ses répercussions financières, la Société n'a pas comptabilisé l'incidence des tarifs réduits au 30 novembre 2020.

17. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Acquisition de DERYtelecom

Le 14 décembre 2020, la filiale de la Société, Cogeco Connexion, a conclu l'acquisition de DERYtelecom, le troisième câblodistributeur en importance au Québec, pour un prix d'achat de 403 millions $, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. La transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs. Cette acquisition permet à Cogeco Connexion d'étendre ses activités dans plus de 200 municipalités du Québec, y compris dans les régions de l'Estrie, de Lanaudière, de la Montérégie et des Laurentides, et d'ajouter environ 100 000 clients. Le prix d'achat a été financé au moyen d'une combinaison de fonds en caisse et d'emprunts en vertu de la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE

	30 novembre 2020	31 août 2020	31 mai 2020	29 février 2020	30 novembre 2019
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	**2 763 466**	2 757 631	2 739 903	2 719 347	2 722 302
Clients du service Internet	**1 319 869**	1 304 228	1 281 762	1 253 183	1 246 358
Clients du service de vidéo	**930 684**	936 636	939 453	945 085	954 964
Clients du service de téléphonie	**512 913**	516 767	518 688	521 079	520 980
CANADA					
Unités de service primaire	**1 790 783**	1 799 706	1 802 631	1 812 140	1 818 732
Clients du service Internet	**815 248**	812 016	803 073	795 950	794 895
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**45,8 %**	45,7 %	45,3 %	44,9 %	45,0 %
Clients du service de vidéo	**612 297**	619 249	627 608	638 833	646 326
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**34,4 %**	34,9 %	35,4 %	36,1 %	36,6 %
Clients du service de téléphonie	**363 238**	368 441	371 950	377 357	377 511
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**20,4 %**	20,7 %	21,0 %	21,3 %	21,4 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	**972 683**	957 925	937 272	907 207	903 570
Clients du service Internet	**504 621**	492 212	478 689	457 233	451 463
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**54,4 %**	53,3 %	52,2 %	51,8 %	51,3 %
Clients du service de vidéo	**318 387**	317 387	311 845	306 252	308 638
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**34,3 %**	34,4 %	34,0 %	34,7 %	35,1 %
Clients du service de téléphonie	**149 675**	148 326	146 738	143 722	143 469
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**16,1 %**	16,1 %	16,0 %	16,3 %	16,3 %